



Press Release

Softwood Lumber Agreement: Finally some good news!

January 23, 2012 - The Ontario Forest Industries Association (OFIA) and the Council of the Québec Forest Industry (QFIC) are satisfied with the two-year extension of the Canada-US softwood lumber Agreement (SLA), announced today by Federal Minister of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT), the Honorable Ed Fast. Furthermore, we are pleased that issues raised by Central Canada's forest sector with DFAIT are reflected in the extension announced today

«This endorsement of the extension by the Central Canada Industries is based on current economic conditions which have, even without the competitive constraints of the SLA, shuttered much production and reduced substantially Central Canada's export capacity». said Mrs. Jamie Lim, President and CEO of the Ontario Forest Industries Association (OFIA).

This announcement removes an uncertainty that hung over the forest sector. "It does not solve the problems of market or economic conditions, but at least our companies exporting softwood lumber to the United States are now aware of the rules that will apply until October 2015." said M. André Tremblay, President and CEO of the Council of the Québec Forest Industry (QFIC).

It is worth noting that Canada's softwood lumber industry paid a very significant initiation fee of \$1 billion for the SLA that was, according to the Congressional Research Service, split with half going to the U.S. lumber companies and the rest used for joint North American lumber initiatives. This initiation fee was paid despite a legal ruling that would have seen all duty deposits returned to Canada. Since 2007, under this agreement, Québec and Ontario companies have paid more the \$190 million in border taxes on their exports of softwood lumber to the United States. Central Canada, in light of its prior payment and sacrifice, now looks to whatever continuing benefits may be derived from the SLA according to the already agreed terms.

Lim and Tremblay concluded by stating, «The renewal of the Agreement on Softwood Lumber until 2015 is good news for those Central Canada companies who continue to export lumber to the extent it provides certainty around access to the U.S. market. Economic analysts forecast a steady and consistent growth in

the U.S. home building sector and an increase in consumption forecasted for 2013 should benefit Central Canada companies. »

ABOUT OFIA:

The Ontario Forest Industries Association, Home to CLA Grading and Inspection, provides a unified voice for the province's forest products sector and represents member companies ranging from large multinational corporations to family owned operations. Today, 200,000 Ontario hard working families in 260 Ontario communities directly and indirectly rely on the forest sector for their livelihoods. Ontario's forest products sector is a world leader in sustainable forest management.

About QFIC

QFIC is the voice of Québec's forest industry. The CIFQ numbers more than 160 regular members operating in the softwood and hardwood lumber, veneer, pulp, paper, cardboard and panel sectors of Québec. Each year, these companies generate \$12.9 billion in business and close to \$4 billion in wages and benefits, of which nearly \$1.5 billion is returned to governments in the form of taxes paid by companies and workers.

Sources: Laurence Drouin
Assistant Director, Communications
Communications and Public Affairs
Québec Forest Industry Council (QFIC)
418-657-7916, ext. 411
laurence.drouin@cifq.qc.ca

Allyson Lemire
Executive Assistant to the President
Ontario Forest Industries Association
416 368-6188
alemire@ofia.com



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Accord sur le bois d'œuvre résineux : Enfin une bonne nouvelle!

Le 23 janvier 2012– Le Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ) et l'Association des industries forestières de l'Ontario (AIFO) sont satisfaits de la prolongation de deux ans de l'Accord canado-américain sur le bois d'œuvre résineux (ABR), annoncée aujourd'hui par le ministre fédéral des Affaires étrangères et commerce international (MAECI), l'honorable Ed Fast. Ils tiennent d'ailleurs à souligner la réelle écoute des besoins de l'industrie forestière du Canada central dont a fait preuve le MAECI au cours des discussions ayant conduit à cette prolongation.

«L'appui à la prolongation de l'ABR par les entreprises forestières du Canada Central est basé sur les conditions économiques actuelles qui ont, même sans les contraintes à l'exportation de l'ABR, réduit de beaucoup la capacité d'exportation du Canada central.» de déclarer Mme Jamie Lim, Présidente-directrice générale de l'Association des Industries forestières de l'Ontario (AIFO).

Cette annonce enlève une incertitude qui planait sur le secteur forestier. « Cela ne règle pas les problèmes de marchés, ni la situation économique mais du moins, nos entreprises de sciage exportant du bois d'œuvre résineux aux États-Unis, connaissent maintenant les règles qui s'appliqueront jusqu'en octobre 2015 », de déclarer M. André Tremblay, président-directeur général du Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ).

Il faut souligner que l'industrie forestière canadienne a dû payer une importante somme de 1 milliards de dollars pour obtenir cet Accord, la moitié ayant été redistribuée aux entreprises américaines de bois d'œuvre et le reste utilisé pour des initiatives conjointes pour promouvoir l'utilisation du bois sur le marché nord-américain. Ce droit d'entrée a été payé malgré une décision des tribunaux prévoyant que cet argent aurait dû rester au Canada. De plus, depuis 2007, en vertu de cet accord, les entreprises du Québec et de l'Ontario ont versé plus 190 millions de dollars en taxes frontalières sur leurs exportations de bois d'œuvre résineux vers les États-Unis. Après tous ces sacrifices, l'industrie forestière du Canada central, peut maintenant bénéficier des avantages de l'ABR, selon les termes convenus.

« La reconduction de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux jusqu'en 2015, qui permet l'accès des bois canadien sur le marché américain, est une bonne nouvelle puisque les prévisions de consommation de bois d'œuvre résineux, à compter de 2013, nous

annoncent enfin des temps meilleurs dont les entreprises du Canada central doivent pouvoir bénéficier », de conclure Mme Lim et M. Tremblay.

À propos du CIFQ

Le Conseil est le porte-parole de l'industrie forestière du Québec. Le CIFQ compte plus de 160 membres réguliers, de sciage résineux et feuillus, de déroulage, de pâtes, papiers, cartons et panneaux œuvrant au Québec, ainsi que 180 membres associés. Ces derniers génèrent 12,9 milliards \$ en activité économique chaque année, près de 4 milliards \$ en salaires et avantages sociaux dont près de 1,5 milliard \$ est retourné aux gouvernements sous forme de taxes et d'impôts payés par les entreprises et les travailleurs.

À propos de l'OFIA

L'association des Industries forestières de l'Ontario, accueil de l'agence de classification et de contrôle de qualité CLA, est le porte-parole unifié pour l'industrie des produits forestiers de la province de l'Ontario et représente les entreprises membres, des grandes multinationales aux entreprises familiales. Aujourd'hui, 200 000 familles dans 260 communautés de l'Ontario, tirent leurs revenus directement et indirectement du secteur forestier pour leur subsistance. Le secteur des produits forestiers de l'Ontario est un leader mondial dans la gestion durable des forêts

-30-

Sources : Laurence Drouin
Directrice adjointe aux communications
Direction des communications et affaires publiques
Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ)
418 657-7916, poste 411
laurence.drouin@cifq.qc.ca

Allyson Lemire
Executive Assistant to the President
Ontario Forest Industries Association
416 368-6188
alemire@ofia.com